

30 mars 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la lutte contre le chômage et le marché commun agricole, à l'hôtel de ville de Dôle, lundi 30 mars 1987.

Monsieur le maire,

- Laissez-moi vous saluer par ce titre, puisque c'est à Dôle que je me trouve. C'est là, que vous me recevez avec mesdames et messieurs les conseillers municipaux. Comme je le disais tout à l'heure à Tavaux, j'aurai l'occasion, au cours de cette journée et demain, de m'entretenir et de saluer les principaux responsables de la région.

- Je veux cependant noter, comme cela, au passage, le plaisir que j'ai de retrouver M. Edgar Faure dès les premiers instants de cette visite dans la région qu'il préside. Je connais Dôle, pas autant qu'il le faudrait, mais assez pour avoir, je le crois, perçu sa réalité historique. J'y suis venu assez souvent, du temps de vos prédécesseurs, monsieur le maire, ou bien tout simplement comme un visiteur attaché aux souvenirs de notre histoire et je tends un regard particulier vers la dimension historique de votre ville. On ne le souligne jamais assez, sauf peut-être ici dans la région : Dôle s'inscrit parmi les cités qui ont marqué l'histoire de France et, avant même l'histoire de France, qui ont marqué l'histoire de l'Europe.

- Je suis très heureux de recevoir les sérigraphies, je crois apercevoir que c'est la collégiale qui se trouve par là, et les voir de ses propres yeux tel que c'est, c'est toujours pour moi une sorte de force qui me gagne. La force de notre pays, de ses créateurs, de ses bâtisseurs. La capacité de Dôle, vous la justifiez aujourd'hui, même si vous rencontrez de grandes difficultés. Peut-être ressentez-vous, avec un je ne sais quoi de nostalgie, le temps où Dôle était reconnue capitale administrative. Vous pouviez exercer sur l'ensemble de ce département et de la région le rayonnement qui était le vôtre. Ainsi va la vie, mais je crois pouvoir dire que Dôle préserve l'essentiel. D'abord par l'attachement de ses habitants, par le rang qui lui est reconnu, en Franche-Comté et bien au-delà, y compris en Bourgogne, vous aviez raison de le rappeler. Je voudrais vraiment célébrer la force profonde de Dôle et si je m'arrête ici si peu de temps, ce n'est pas par hasard. C'est peut-être la cité de ce département que je connais le mieux, c'est autour d'elle que j'ai beaucoup circulé déjà, je le rappellerai un peu plus tard, déjà en 1941 lorsque j'ai pu par mes propres moyens quitter mon camp de prisonniers et trouver dans ce département et dans la région de Dôle, l'accueil, l'hospitalité et la protection dont j'avais besoin. Je connais les Jurassiens. On fait souvent l'éloge de la région où l'on se trouve, mais je ne crois pas forcer la note en disant que, s'il est un coin où l'on est fidèle et tenace, dans une réserve digne qui n'ôte rien à la chaleur du cœur, c'est bien celui-là.

Vous avez attiré mon attention, monsieur le maire, sur deux aspects : l'emploi où plutôt le chômage, et sur la vocation européenne de Dôle. J'ai déjà dit un mot du chômage tout à l'heure à Tavaux. Mon expression, qui vient tout naturellement à l'esprit, parce qu'elle est exacte, c'est que la priorité à laquelle devraient s'attacher tous les Français, de tous ordres, de toutes les fractions de notre société, c'est la lutte contre le chômage. C'est vrai que depuis déjà de longues années, quels qu'aient été les gouvernements, j'allais dire les Présidents, ce mal à gagné en ampleur, ce qui veut dire que les remèdes n'ont pas été suffisants. Je ne dis pas qu'ils étaient inutiles, ils n'étaient pas suffisants. On a vu des campagnes politiques des différentes formations, chacune estimant disposer de l'arsenal des moyens qui lui permettrait d'en triompher. On peut

encore comment disposer de l'ensemble des moyens qui leur permettent de en mesurant en plus en mesurer la validité lorsque l'on constate aujourd'hui que le chômage s'accélère plus encore dans les temps que nous vivons, dans l'année qui vient de s'écouler, que dans les années précédentes. Cela relativise considérablement les opinions exprimées et par les uns et par les autres et l'on en revient à quelques données simples.

- Ces données simples, c'est que tout ce qui sera fait pour moderniser l'économie, comme cela est tenté depuis plusieurs années, fera reculer le chômage, ainsi que tout ce qui fera approcher l'heure où la croissance redeviendra une vérité dans notre pays & tout ce qui permettra d'accélérer la formation des jeunes pour leur permettre de se rendre maître des nouveaux métiers & tout ce qui permettra à la fois d'accroître la transformation de la société industrielle et de sortir d'une certaine société industrielle dans laquelle on ne trouvera pas réponse à la question posée. Il faudra également développer davantage encore les décentralisations que j'ai amorcées avec la grande loi qui a suivi les années 1981 et 1982, et permis aux autorités locales et à toutes les forces vives d'un pays de s'associer intimement, au coude à coude, pour vaincre le chômage et le faire reculer, sans oublier bien entendu les mesures sociales qui commandent à la nation une solidarité absolue à l'égard des travailleurs qui se voient privés de leur emploi, souffrance qui dépasse et de loin - et pourtant elle n'est pas mince - celle d'un budget qui s'amenuise, parfois réduit à néant, mais qui concerne aussi la dignité des chances de rayonnement, d'épanouissement, d'espoir, de centaines de milliers de familles... \

On ne peut pas laisser la lutte contre le chômage à la simple disposition d'une catégorie particulière de citoyens, qui serait celle qui détiendrait dans les mains les grands leviers de l'industrie. C'est une tâche nationale. Et de ce point de vue, monsieur le maire, vous avez raison de le dire, l'Europe peut y contribuer. Nous faisons remarquer au passage que notre agriculture s'inquiète de certains développements actuels de l'Europe, de certaines restrictions budgétaires, une certaine tendance, disons les choses, à revenir sur le fondement du Traité de Rome que nous célébrions - 30 ans - mais il ne faut quand même pas oublier - vous ne l'avez pas oublié, mais enfin je tiens à le souligner - que le Traité de Rome et la Communauté européenne ont représenté une formidable expansion pour l'agriculture française en même temps bien entendu qu'ils ont fait naître et se développer l'agriculture britannique ou l'agriculture allemande, ce qui a accru les difficultés de la compétition, mais cela a été une formidable chance pour l'agriculture. Ce qui était et qui reste une tare, est que la Communauté était restrictive et timide par rapport à certaines productions. Mais dans l'ensemble le revenu agricole, même s'il a connu des fluctuations négatives, qu'aurait-il été s'il n'y avait pas eu l'Europe et qu'aurait été l'économie française qui repose pour une large part sur nos exportations agro-alimentaires ? Non, je crois que l'on pourra associer très étroitement les deux notions d'Europe et de développement de l'agriculture et je comprends l'inquiétude des agriculteurs qui précisément voient aujourd'hui l'Europe remiser ses plans parce qu'elle ne peut plus supporter le prix des excédents à l'achat et au stockage.

- Il ne faut pas que la nécessité prenne le pas sur les chances de développement des agriculteurs de toutes sortes qui constituent, c'était le projet du Traité de Rome, une des réalités vivantes et permanentes de la société européenne. Nous sommes nous-mêmes, tous, filles et fils d'une certaine société rurale qui, sans doute, a cessé d'être ce qu'elle était, mais qui a marqué nos formes de culture, nos réactions et nos façons de vivre. \

Il ne faut pas tomber dans la démagogie. Il faut aussi que les agriculteurs - c'est ce qui a été fait au moment des quotas laitiers - comprennent qu'on ne peut pas tirer avantage de tous les systèmes à la fois et qu'on ne peut pas, à la fois, tirer bénéfice - ce qui est parfaitement légitime - des sociétés organisées, structurées, dirigées, et pas simplement instinctives, et en même temps des lois toutes simples et parfois dangereuses du laisser passer, laisser agir. On achète toutes les productions de certaines denrées. Mais à partir de là, puisqu'il y a cette garantie que beaucoup d'autres professions ne connaissent pas, on ne peut pas produire autant qu'on le veut. Lorsqu'il y a surproduction, on ne peut pas se réclamer - pardonnez, je n'entre pas dans la politique pour l'instant, la politique, c'est nos luttes quotidiennes - du libéralisme pour produire n'importe quoi, après avoir profité - je grossis le trait - du socialisme pour obtenir des garanties quant aux ventes de sa production. Il faut pouvoir tirer avantage des deux systèmes ou de deux modes

d'organisation dans une heureuse synthèse qui restituera à l'agriculture française toutes ses chances et pour cela, il suffit d'y apporter du bon sens, de se débarrasser de l'esprit de système, de comprendre qu'il faut préserver l'exploitation familiale agricole, base de notre société et qu'il faut, en même temps, entrer de plain-pied dans le rang de compétition avec les producteurs redoutables que sont ici, les Américains, ou là, certains pays du tiers monde qui ont besoin de leur agriculture pour vivre - je pense à l'Argentine et à quelques autres -. C'est la conjonction Europe et agriculture qui nous permettra, j'en suis sûr, demain, de repartir d'un bon pied. Les Européens, dont je suis, dont vous êtes, y trouveront leur compte, et les agriculteurs s'apercevront finalement qu'une bonne organisation des marchés peut leur éviter les pires drames.

- J'en ai assez dit, j'aurai plusieurs fois, assez souvent, presque trop, l'occasion de m'exprimer au cours de ces deux journées et je ne veux pas, comme cela, d'un seul coup tomber dans une sorte d'inflation qui, comme les autres, serait tout à fait détestable, l'inflation du verbe.

- Je tiens à vous remercier, monsieur le maire, mesdames et messieurs, qui êtes ici, pour l'accueil que vous me réservez à Dôle. Sachez que je suis heureux de me trouver parmi vous. Vous avez mis du soin pour recevoir le chef de l'Etat, vous l'avez fait courtoisement, aimablement, peut-être même chaleureusement. Je m'inscris et j'en suis très fier dans une longue lignée historique. C'est Dôle qui m'honore, plus encore que je n'ai le sentiment d'honorer Dôle - en tout cas j'espère l'honorer au titre de ma fonction - et que Dôle reçoive le salut amical de quelqu'un qui depuis sa jeunesse est venu flâner dans ses rues en disant : "Comme cette ville, ceux qui l'habitent, doivent l'aimer".

- Merci.

- Vive Dôle !

- Vive la République !

- Vive la France !\